

E 7381

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
Le 7 juin 2012

Enregistré à la Présidence du Sénat
Le 7 juin 2012

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Virement de crédits n° DEC 12/2012 à l'intérieur de la section III – Commission - du budget général pour l'exercice 2012.

DEC 12/2012



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 4 juin 2012
(OR. en)**

10596/12

FIN 372

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne

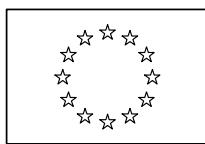
Date de réception: 1^{er} juin 2012

Destinataire: M. Bjarne CORYDON, Président du Conseil de l'Union européenne

Objet: Virement de crédits n° DEC12/2012 à l'intérieur de la section III
- Commission - du budget général pour l'exercice 2012

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC12/2012.

p.j.: DEC12/2012



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 30/05/2012

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 11, 12, 13, 14, 15,
16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 29, 31, 32

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 12/2012

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0201 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises»

POSTE - 02 01 02 01 Personnel externe CND - 32 712

DU CHAPITRE - 0501 Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural»

POSTE - 05 01 02 01 Personnel externe CND - 109 040

POSTE - 05 01 02 11 Autres dépenses de gestion CND - 320 000

DU CHAPITRE - 0601 Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports»

POSTE - 06 01 02 01 Personnel externe CND - 410

DU CHAPITRE - 1201 Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur»

POSTE - 12 01 02 01 Personnel externe CND - 52 968

POSTE - 12 01 02 11 Autres dépenses de gestion CND - 50 000

DU CHAPITRE - 1701 Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»

POSTE - 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion CND - 160 000

DU CHAPITRE - 2101 Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»

POSTE - 21 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid CND - 18 957

DU CHAPITRE - 2201 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement»

POSTE - 22 01 02 01 Personnel externe de la direction générale «Élargissement» CND - 101 225

POSTE - 22 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement» CND - 30 000

DU CHAPITRE - 2701 Dépenses administratives du domaine politique «Budget»

POSTE - 27 01 02 09 Personnel externe - Gestion non décentralisée CND - 1 650 065

POSTE - 27 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget	CND	- 111 000
POSTE - 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée	CND	- 6 878 516
<u>DESTINATION DES CRÉDITS</u>		
AU CHAPITRE - 0101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières»		
POSTE - 01 01 02 01 Personnel externe	CND	1 120 991
POSTE - 01 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	1 244 000
AU CHAPITRE - 0301 Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence»		
POSTE - 03 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	1 477 740
AU CHAPITRE - 0401 Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales»		
POSTE - 04 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	206 384
AU CHAPITRE - 0701 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat»		
POSTE - 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	460 000
AU CHAPITRE - 08 01 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche»		
POSTE - 08 01 02 01 Personnel externe	CND	60 375
AU CHAPITRE - 0901 Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias»		
POSTE - 09 01 02 01 Personnel externe	CND	31 500
POSTE - 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	94 600
AU CHAPITRE - 1101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»		
POSTE - 11 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	72 740
AU CHAPITRE - 1301 Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale»		
POSTE - 13 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	12 740
AU CHAPITRE - 1401 Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière»		
POSTE - 14 01 02 01 Personnel externe	CND	360 000
POSTE - 14 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	90 000
AU CHAPITRE - 1501 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture»		
POSTE - 15 01 02 01 Personnel externe	CND	26 250
AU CHAPITRE - 1601 Dépenses administratives du domaine politique «Communication»		
POSTE - 16 01 02 01 Personnel externe de la direction générale de la communication: siège	CND	145 000
POSTE - 16 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège	CND	657 000
AU CHAPITRE - 1801 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires intérieures»		
POSTE - 18 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	50 000

AU CHAPITRE - 2001 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce»			
POSTE - 20 01 02 01 Personnel externe de la direction générale du commerce	CND	72 240	
AU CHAPITRE - 2301 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»			
POSTE - 23 01 02 01 Personnel externe	CND	26 250	
POSTE - 23 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	120 000	
AU CHAPITRE - 2501 Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»			
POSTE - 25 01 02 11 Autres dépenses de gestion du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»	CND	946 385	
AU CHAPITRE - 2601 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»			
POSTE - 26 01 02 01 Personnel externe	CND	322 213	
POSTE - 26 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	1 202 578	
AU CHAPITRE - 2901 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques»			
POSTE - 29 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	327 740	
AU CHAPITRE - 3101 Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques»			
POSTE - 31 01 02 01 Personnel externe	CND	118 125	
POSTE - 31 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	38 000	
AU CHAPITRE - 3201 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie»			
POSTE - 32 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	232 042	

JUSTIFICATION: rééquilibrage 2012 des dépenses administratives décentralisées

Le présent virement est le résultat d'une opération de rééquilibrage des crédits concernant le personnel externe (agents contractuels et intérimaires, experts nationaux détachés) et les autres dépenses administratives décentralisées (missions, réunions, conférences, comités, études, formation, développement des systèmes informatiques), c'est-à-dire l'enveloppe dite «globale» (lignes budgétaires XX 01 02 01 et XX 01 02 11), qui est répartie entre les directions générales (DG) de la Commission et sur les 33 domaines politiques de la nomenclature de l'établissement du budget par activité (ABB). Ce mouvement ne porte que sur des crédits non dissociés de même nature qui sont redéployés entre les différents domaines politiques.

L'enveloppe globale de 2012 joue un rôle important dans l'effort d'assainissement budgétaire de la Commission, étant donné que les crédits combinés correspondants ont diminué de 4,6 % entre 2011 et 2012. Il en résulte que l'enveloppe finale pour 2012 dote chaque service d'allocations très serrées et ne laisse quasiment aucune marge pour une adaptation à l'évolution des besoins, dont il est impossible d'établir exactement la nature et l'ampleur quelque vingt mois à l'avance, c'est-à-dire au moment de l'élaboration du projet de budget par la Commission. Le présent exercice d'affinement vise à faire correspondre les crédits disponibles et les besoins prioritaires de chaque DG, afin de tirer le meilleur parti des crédits autorisés en tenant compte du niveau d'exécution actuel.

Le mouvement général proposé dans le présent virement (dans lequel les renforcements sont strictement compensés par les prélèvements) représente 3,41 % (9,5 millions d'EUR) des crédits totaux de l'enveloppe globale des dépenses administratives décentralisées pour toute la Commission.

- Ces mouvements de crédits ont en particulier les objectifs suivants:
 - renforcer, avant toute chose, la capacité administrative de la task-force chargée d'assurer la cohérence et la coordination de la contribution de la Commission à la mission de suivi et d'assistance technique en faveur de la Grèce;
 - renforcer la capacité administrative de la DG ECFIN en vue d'intensifier la surveillance approfondie des économies nationales (et de faire face au nombre croissant de réunions préparatoires pour les réunions de l'Eurogroupe, au lancement du mécanisme d'alerte ou à la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques) et garantir la capacité de la DG ESTAT à fournir des statistiques fiables sur le revenu et les conditions de vie;
 - financer une étude, que doit lancer la DG COMP, sur les coûts des paiements en espèces et par carte en vigueur dans les 27 États membres et pratiqués entre eux afin de déceler d'éventuels accords anticoncurrentiels;
 - développer les missions de la DG ENER pour la mise en œuvre de mesures visant à renforcer la sécurité des centrales nucléaires de l'UE;
 - investir dans les développements informatiques afin d'optimiser le cycle législatif e-Greffé de la Commission et l'interopérabilité des systèmes dans le cadre d'un effort visant à rationaliser et simplifier les systèmes d'information de la Commission.

- Les crédits nécessaires aux renforcements susmentionnés proviennent des sources suivantes:
 - pour une moindre part, de la révision des besoins et de la redéfinition des priorités de certaines directions générales à mi-chemin de l'exécution budgétaire, essentiellement dans le domaine des études;
 - de l'utilisation de crédits provisoirement non alloués à des domaines politiques particuliers afin de couvrir les besoins de l'ensemble des services de la Commission à mesure qu'ils surviennent au cours de l'exécution budgétaire (lignes 27 01 02 09 et 27 01 02 19).

Le tableau ci-joint indique la ventilation des postes budgétaires concernés pour l'ensemble des domaines politiques, les montants correspondants à virer et la variation en pourcentage s'appliquant au poste d'origine/de destination.

Ligne / Intitulé						
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELÉ (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(2)-(3)	Virement proposé (5)
						Variation (5/1A)
01 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» - Personnel externe						
CND	4 337 593	0	442 783	2 440 720	2 339 656	1 120 991
01 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» - Autres dépenses de gestion						
CND	5 127 344	0	-442 783	3 895 368	789 193	1 244 000
02 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» - Personnel externe						
CND	5 819 863	0	0	3 975 797	1 844 066	-32 712
03 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» - Autres dépenses de gestion						
CND	5 123 619	0	34	1 919 323	3 204 330	1 477 740
04 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» - Autres dépenses de gestion						
CND	5 101 560	0	0	4 491 043	610 517	206 384
05 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» - Personnel externe						
CND	3 883 348	0	101 522	3 013 153	97 717	-109 040
05 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» - Autres dépenses de gestion						
CND	8 528 713	0	-101 522	4 482 628	3 944 563	-320 000
06 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» - Personnel externe						
CND	2 522 065	0	0	1 496 323	1 025 742	-410
07 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» - Autres dépenses de gestion						
CND	5 926 675	0	0	4 762 484	1 164 191	460 000
08 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Recherche» - Personnel externe						
CND	210 031	0	0	210 031	0	60 375
09 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» - Personnel externe						
CND	2 264 044	0	0	1 946 332	3 1712	31 500
09 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» - Autres dépenses de gestion						
CND	1 856 338	0	0	1 512 240	344 098	94 600
11 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» - Autres dépenses de gestion						
CND	2 779 656	0	-255 075	2 240 228	284 353	72 740
12 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur» - Personnel externe						
CND	6 568 336	0	0	3 776 292	2 792 044	-52 968
12 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur» - Autres dépenses de gestion						
CND	3 394 875	0	0	2 773 810	621 065	-50 000
13 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale» - Autres dépenses de gestion						
CND	3 094 285	0	0	2 040 125	1 054 160	12 740

Ligne / Intitulé						
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELÉ (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)
						Variation (5/1A)
14 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière» - Personnel externe						
CND	5 852 798	0	0	3 142 514	2 710 284	360 000
14 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière» - Autres dépenses de gestion						
CND	2 773 625	0	0	2 457 050	316 575	90 000
15 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture» - Personnel externe						
CND	3 973 490	0	0	2 909 042	1 064 448	26 250
16 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Communication» - Personnel externe de la direction générale de la communication: siège						
CND	7 276 540	0	-413 224	6 257 438	605 878	145 000
16 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Communication» - Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège						
CND	3 299 156	0	0	3 064 658	234 498	657 000
17 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs» - Autres dépenses de gestion						
CND	9 661 525	0	-556 643	8 572 840	532 042	-160 000
18 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires intérieures» - Autres dépenses de gestion						
CND	1 810 130	0	59	1 805 042	5 147	50 000
20 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Commerce» - Personnel externe de la direction générale du commerce						
CND	3 531 000	0	294	3 458 923	72 371	72 240
21 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les Etats ACP» - Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération - EuropeAid						
CND	6 767 892	0	0	4 903 537	1 864 355	-18 957
22 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement» - Personnel externe de la direction générale «Élargissement»						
CND	2 912 342	0	98 282	2 321 840	688 784	-101 225
22 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement» - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»						
CND	1 769 647	0	-98 282	1 026 643	644 722	-30 000
23 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire» - Personnel externe						
CND	2 044 842	0	59 543	1 473 183	631 202	26 250
23 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire» - Autres dépenses de gestion						
CND	2 010 969	0	-59 543	1 605 935	345 491	120 000
25 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique» - Autres dépenses de gestion du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»						
CND	12 133 119	0	0	7 366 312	4 766 807	946 385
26 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Personnel externe						
CND	5 584 921	0	4 406 370	1 178 551	322 213	5,77%
						1 500 764

Ligne / Intitulé						
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELÉ (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)
						Variation (5/1A)
26 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Autres dépenses de gestion						
CND	17 676 594	0	0	7 543 206	10 133 388	1 202 578
27 01 02 09 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Personnel externe - Gestion non décentralisée						6,80%
CND	1 652 723	0	0	0	1 652 723	-1 650 065
27 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget						-99,84%
CND	7 758 058	0	0	4 103 040	3 655 018	-111 000
27 01 02 19 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée						-1,43%
CND	9 309 894	0	0	0	9 309 894	-6 878 516
29 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Statistique» - Autres dépenses de gestion						-73,88%
CND	3 928 587	0	0	3 225 333	703 254	327 740
31 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques» - Personnel externe						2 431 378
CND	11 324 662	0	-366 786	10 591 514	3666 362	118 125
31 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques» - Autres dépenses de gestion						1,04%
CND	5 240 431	0	1 830	3 691 521	1 550 740	38 000
32 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Énergie» - Autres dépenses de gestion						0,73%
CND	1 917 719	0	0	1 532 991	384 728	232 042
					Total PRÉLEVEMENT CND	- 9 514 893
					Total RENFORCEMENT CND	9 514 893